

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix, Leadership et Stabilité

Revue de presse

5 septembre 2016

Les échos de la collecte de signatures initiée par le Mouvement pour la Liberté d'Expression, samedi dernier à Analakely, font la Une des journaux. L'objectif de cette manifestation est de bloquer le processus de promulgation du Code de la communication et de revenir vers un dialogue entre les parties prenantes. Les journalistes ont également rapporté la déclaration de l'ancien Chef d'Etat, Didier Ratsiraka, dans laquelle il s'est dit contre une élection anticipée.

Politique interne

CRISE CYCLIQUE A MADAGASCAR: JULIEN RADANOARA PROPOSE LA SIGNATURE D'UN PACTE POLITIQUE

Julien Radanoara, spécialiste des relations internationales, propose l'élaboration d'un pacte politique pour mettre fin aux crises cycliques malgaches. Un accord qui engagera toutes les forces vives, à commencer par celles de la base, c'est-à-dire au niveau des fokontany. « Avec la participation des fokontany, les élections seront organisées et surveillées à bon escient », selon les dires de Julien Radanoara. Par participation de toutes les forces vives, ce dernier sous-entend l'importance de l'opposition dont la participation est le seul garant d'élections libres, transparentes et justes. (Midi Madagasikara, p.2)

ELECTION PRESIDENTIELLE ANTICIPEE: DIDIER RATSIRAKA SE DIT CONTRE

Samedi dernier, s'est tenue à Mahajanga la célébration du 40^{ème} anniversaire du parti AREMA. Le fondateur du parti, l'ancien Chef d'Etat Didier Ratsiraka s'est rendu personnellement sur place à cette occasion. L'ex Chef d'Etat a fait savoir qu'il est opposé à l'organisation d'une élection présidentielle anticipée. Concernant le réengagement de la Communauté internationale dans le règlement des tensions politiques actuelles, il a suggéré la concrétisation de la réconciliation nationale avec la participation des médiateurs étrangers qui feront office de témoins. (Midi Madagasikara, p.3; Les Nouvelles, p.2). « La concrétisation de la réconciliation nationale est une voie incontournable pour remettre de l'ordre dans les affaires nationales », a déclaré Didier Ratsiraka. (L'Express de **Madagascar, p.5**) Au sujet de la recrudescence des vols de bovidés, Didier Ratsiraka n'a pas manqué de critiquer le régime actuel, en ces termes : « le phénomène dahalo n'a pas atteint une telle envergure durant les années où j'ai été à la tête du pays, et il n'y a jamais eu de bandits qui ont osé attaquer des camps de gendarmerie. La situation actuelle n'est plus acceptable! » Ensuite, il a sollicité le réveil des citoyens pour sauver le pays. Par la même occasion, il a affirmé la participation de son parti à la prochaine présidentielle, sans pour autant préciser le nom du candidat. (Madagascar Matin, p.2)



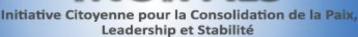








†NC†PALS





MOUVEMENT POUR LA LIBERTE D'EXPRESSION: 8 377 SIGNATURES COLLECTEES SAMEDI DERNIER

Comme ils l'ont annoncé après leur réunion du lundi 29 septembre, les membres du Mouvement pour la Liberté d'Expression (MLE) ont procédé à une collecte de signatures samedi dernier à Analakely. Des politiciens ainsi que des simples citoyens se sont succédé pour apposer leurs signatures, afin de soutenir le mouvement visant à contester la promulgation du Code de la communication médiatisée. A la fin de la journée, le MLE a pu recenser 8 377 signatures. Le président fondateur du parti politique Malagasy Miara-Miainga (MMM) était présent sur place, tout autant que les éléments des forces de l'ordre. Néanmoins, ces derniers ne sont pas intervenus. (Midi Madagasikara, p2; Tia Tanindrazana, p.2)

- Collecter près de 9 000 signatures en moins de 24 heures est une réponse épidermique à un texte liberticide, selon La Vérité. La collecte a aussi été engagée au niveau des régions, où plusieurs centaines de signatures ont été apposées. Cette initiative, rappelons-le, vise à dénoncer le « forcing » du régime à promulguer le Code de la communication médiatisée. « Ce n'est qu'une première étape », a souligné le journaliste Fetra Rakotondrasoa, « et si le gouvernement continue à faire la sourde oreille, le mouvement pourrait s'intensifier. » (p.2; La Gazette de la Grande Ile, p.4)
- La présence massive des forces de l'ordre n'a pas freiné l'élan de solidarité des Malgaches envers la famille de la presse nationale. De l'avis général des signataires de la pétition, le Code de la communication a été voté pour servir l'intérêt de l'Etat en vue de l'élection présidentielle de 2018. Fetra Rakotondrasoa a expliqué que « si la population a élu le Chef d'Etat il y a deux ans et demi, elle ne s'attendait pas à être censurée et à être privée de sa liberté d'expression ». Aussi, le MLE demande au Président de revoir sa décision et de ne pas promulguer ce Code. (Les Nouvelles p.3)
- Ce fut un succès, estime Madagascar Matin. Cette collecte de signatures ne s'arrêtera pas là, en ce qu'elle sera partagée en ligne et disponible en plusieurs langues pour plus d'engagements au niveau international. Des étrangers ont aussi été aperçus à Analakely samedi dernier. (3)
- Le leader du parti Hiaraka Isika, Camille Vital a aussi apporté son soutien au mouvement. (Madagascar-Laza, p.3)
- Les journalistes n'ont pas prêché dans le désert puisque des milliers de personnes sont venus à Analakely pour signer la pétition. Les leaders de l'association Pro-ANR (Programa Anandratana ny Rariny) ont activement participé au mouvement. Le courant de la semaine dernière, ils ont d'ailleurs sollicité la participation de tous les citoyens. (L'Observateur, p.3 7)











Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix Leadership et Stabilité



Economie et société

DELESTAGE DANS LA CAPITALE : REUNION D'URGENCE

Vers la fin de la semaine dernière, la société nationale de distribution d'eau et d'électricité Jirama a annoncé l'intensification des coupures d'électricité suite à des problèmes techniques au niveau de l'une des turbines de la centrale d'Andekaleka. Cette annonce a causé la grogne des habitants de la capitale. Déjà, quelques jours plus tôt, des plaintes ont été émises par les habitants de plusieurs quartiers, comme Ankadimbahoaka, Ampitatafika et Ambohimangakely. Ainsi, le nouveau ministre de l'Energie par intérim Herilanto Raveloharison a convoqué les premiers responsables auprès de l'entreprise JIRAMA, pour tenir une réunion d'urgence prévue aujourd'hui dans les locaux du ministère de l'Energie. (Midi Madagasikara, p.5; Les Nouvelles, p.8)

VISITE INOPINEE A IVATO: UNE MAUVAISE GESTION A ETE CONSTATEE

Le Président Hery Rajaonarimampianina s'est rendu à l'aéroport international d'Ivato pour constater de visu la réalité sur place. « C'est l'anarchie totale! », a-t-il constaté sans équivoque. Des tortues, de l'or et divers objets ont réussi à franchir illicitement les frontières malgaches. « Mais où sont les contrôleurs ? Qui fait quoi ici ? Où sont les caméras de surveillance ? Pourquoi ces pratiques perdurent ? », a tonné le Président. La situation laisse à penser que la gendarmerie, la police de l'air et des frontières et toutes les entités en charge de la sécurité ne sont pas en mesure d'assurer pleinement leurs responsabilités. En effet, des agents reçoivent des pots-de-vin dans la salle d'embarquement et de débarquement. Le montant peut aller jusqu'à des dizaines de milliers d'Ariary. Les accompagnateurs des passagers n'ont pas le droit d'accès au hall de l'aéroport. Pourtant, des individus non identifiés facilitent le checking de certains passagers, en moyennant une somme d'argent. Il y règne la corruption et le favoritisme. Face à ces faits, le Président de la République a fait savoir que des sanctions s'imposent, car l'image du pays est en jeu. (L'Express de Madagascar, p.3)

• Au cours de cette visite, le Président a littéralement tapé sur la table, tant l'aéroport d'Ivato est devenu une passoire. Cette visite est, sans doute, la suite d'une enquête menée par le Service des douanes, qui a identifié une voiture autorisée impliquée dans un trafic de tortues vers l'île Maurice. Après sa visite, Hery Rajaonarimampianina a ordonné par le biais d'un communiqué officiel signé par la Présidence, de mettre fin aux irrégularités. (La Gazette de la Grande Ile, p.6)

MENACE DE GREVE DES EMPLOYES DU MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

Il semblerait que rien ne va plus au sein du ministère des Finances et du Budget. Les employés de la Direction Générale des Impôts (DGI) et de la Direction Générale du Trésor











†NC†PALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix Leadership et Stabilité



(DGT) revendiquent le règlement de leurs avantages et menacent d'observer une grève. Depuis vendredi dernier, les agents de la DGI ont commencé à fermer leurs portes. Toutefois, si les responsables donnent une réponse favorable à leur requête, la DGT est prête à suspendre la grève. (Madagascar Matin, p.2)

• Les rumeurs de grève de la DGT ont été démenties par la Responsable Communication. « Il n'est pas encore question de menace de grève. A ce stade, aucune communication officielle ne peut être donnée à ce sujet », a-t-elle souligné. De leur côté, les fonctionnaires de la DGI prévoient de reprendre leurs activités car leurs revendications sont en partie satisfaites. (La Gazette de la Grande Ile, p.7)

Relations Internationales

GESTION DES FINANCEMENTS ETRANGERS : LE PRESIDENT DE LA BAD SE DIT SATISFAIT

Du 29 août au 1^{er} septembre dernier, le Président de la Banque Africaine de Développement, Akiwumi Adesina a effectué une visite de terrain dans la Grande Ile. L'objet de cette descente n'est autre que de voir l'avancement des projets financés par son institution. Il a félicité le ministre des Finances et du Budget, Gervais Rakotoarimanana, lors de sa visite à Tanandava. « C'est du pur succès. Nous sommes entièrement satisfaits de l'utilisation des fonds que la BAD a octroyés pour le développement de Madagascar », a déclaré le missionnaire. Il est également passé dans le Bas-Mangoky pour rencontrer les membres de la Fédération des usagers de l'eau, dans le cadre du projet d'irrigation et d'extension de ce périmètre. Ces derniers ont affirmé que leur production s'est améliorée et ils ont pu appliquer des systèmes de riziculture intensifs. Si auparavant, la surface cultivable a été de 5 000Ha, actuellement les cultivateurs travaillent sur 10 000Ha de terrain. En conséquence, la BAD a promis de s'engager davantage et de lancer de nouveaux projets. (La Vérité, p.4 – Madagascar Matin, p.6 – Madagascar-Laza, p.2)

Leader du Consortium:

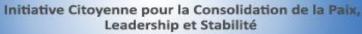














Un peu d'humour



L'Express de Madagascar p.3

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu







